

Revue de presse du 22 février 2019

Doctrines

Législation Communautaire

Banque

- (063732) Financial Services Regulation : Decisions of the European authorities and courts, KANNAN Arut, SPITZ Nicolas (Revue trimestrielle de droit financier, 01/12/18, n°4)

Bourse et marchés financiers

- (063763) L'élaboration de la régulation financière : réflexions sur les groupes d'influence, BOUCHETA Haroun (Banque et droit, 01/01/19, n°183, p.17-21)

Législation Internationale

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (063862) Quelques propos de démystification sur le Cloud Act, KOLIFRATH Gilles, DAVID Eric (Option Finance, 04/02/19, n°1496)

Législation Nationale

Assurances

- (063824) Quand la réforme du droit des contrats pourrait protéger l'assuré professionnel, PELISSIER Anne (Revue générale du droit des assurances, 01/02/19, n°2)

Banque

- (063864) La lutte contre les « déserts bancaires », LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme (Revue de droit bancaire et financier, 01/01/19, n°1)

Bourse et marchés financiers

- (063865) La mise en œuvre d'une ICO : les étapes en pratique, LORENTZ Philippe , BENSOUSSAN Leslie , BARBET-MASSIN Alice (Revue de droit bancaire et financier, 01/01/19, n°1)
- (063791) Les organismes de financement spécialisé sont enfin opérationnels, STORCK Michel (R.T.D. COM., 01/10/18, n°4, p.989)
- (063786) Adaptation du Règlement général de l'AMF à « CSDR », ROUAUD Anne Claire (Banque et droit, 01/01/19, n°183, p.42-45)
- (063734) Infractions financières (délits financiers, sanctions administratives et disciplinaires, sanctions civiles), DEZEUZE Eric, RONTCHESKY Nicolas (Revue trimestrielle de droit financier, 01/12/18, n°4)

Environnement

- (063826) Reporting social et environnemental extra-financier : quelle mesure de la performance d'entreprise au service de quelle stratégie ?, TATOUX Jean-Jacques (Revue Lamy Droit des affaires, 01/02/19, n°145)

Garantie

- (063822) Quelle sûreté est la plus efficace en cas de procédure collective ?, PIEDELIEVRE Stephane (B.R.D.A., 15/02/19, n°4)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (063830) Dossier : Blockchain et preuve (Daloz IP/IT, 01/02/19, n°2, p.72)
- (063800) Ordonnance du 12 décembre 2018. Poursuite de l'adaptation du droit français avec le RGPD (1re partie : Les dispositions communes), DEBET Anne, METALLINOS Nathalie (Communication - commerce électronique, 01/02/19, n°2)

- (063799) Données personnelles et transmission universelle de patrimoine , GUILLEMIN Maïté (Communication - commerce électronique, 01/02/19, n°2)

Pénal

- (063855) Convention Judiciaire d'Intérêt Public : une confiance à bâtir, MIGNARD Jean-Pierre (Revue des Juristes de Sciences Po, 01/01/19, n°16)

Procédure

- (063852) L'actualité des deals de justice, SERVAN-SCHREIBER Pierre (Revue des Juristes de Sciences Po, 01/01/19, n°16)
- (063828) Chronique de procédures civiles d'exécution, MAUGAIN Geraldine, GRAYOT-DIRX Stéphanie (Droit et patrimoine, 01/02/19, n°288, p.44-57)

Sociétés et autres groupements

- (063857) Les entreprises face aux premiers contentieux de la loi sur le devoir de vigilance, DAOUD Emmanuel , SFOGGIA Solene (Revue des Juristes de Sciences Po, 01/01/19, n°16)
- (063836) Investissements étrangers soumis à autorisation préalable : renforcement du dispositif français, LECOURT Benoit (Revue des sociétés, 01/02/19, n°2, p.147)
- (063834) Faut-il dé-surtransposer les directives sociétaires ?, LECOURT Benoît (Revue des sociétés, 01/02/19, n°2, p.139)

Institutions bancaires et financières

Législation

- (063889) Décision du Collège de résolution de l'ACPR sur les formulaires

types de l'Autorité bancaire européenne pour la fourniture d'informations aux fins de l'établissement des plans préventifs de résolution prévus par le règlement d'exécution (UE) 2018/1624 de la Commission (Décisions ACPR, 20/02/19)

- (063888) Instruction ACPR n° 2019-I-01 créant le formulaire de demande d'exemption de mécanisme d'urgence applicable à une interface dédiée d'accès aux comptes tenus par un prestataire de service de paiement gestionnaire de compte (Instructions ACPR, 20/02/19)
- (063810) 2019-011 Information sur le périmètre d'application des obligations pour les établissements de crédit dont les comptes sont certifiés par un commissaire aux comptes d'informer dans le rapport de gestion sur les délais de paiement aux clients et fournisseurs (Communications Adhérents FBF, 14/02/19)

Jurisprudence

Législation Communautaire

Banque

- **(063777) La matière civile et commerciale ou l'interprétation autonome au service des contradictions**
Après avoir admis, il y a trois ans, son inscription dans la matière civile et commerciale dans le cadre du règlement n°1393/2007 en matière de notification, la Cour de justice vient désormais exclure le contentieux opposant l'État grec à ses créanciers personnes physiques de la matière civile et commerciale au sens du règlement Bruxelles I bis, révélant ainsi la dimension hautement opportuniste du maniement de l'interprétation autonome des notions du droit de l'Union. (CJUE - 15/11/18 : Banque et droit 2019, n°183, p.54 - note de CHACORNAC Jérôme)

Public

- **(063796) Traités - Retrait d'un État membre**
Le Brexit saisi par les juges : la Cour se prononce sur le principe et les modalités du droit de révocation unilatérale de la notification du retrait, tout en adoptant une interprétation très ouverte des conditions de recevabilité du renvoi préjudiciel. (CJUE - 10/12/18 : Europe 2019, n°2 - note de SIMON Denys)

Législation Nationale

Banque

- **(063842) Prêt immobilier à échéances fixes et à taux d'intérêt variables par paliers comportant un risque de taux d'intérêt négatifs : obligation du prêteur de mise en garde et d'information**

Quelle est l'étendue de l'obligation de mise en garde du prêteur à l'égard de son emprunteur, s'agissant d'un prêt immobilier à long terme accordé à taux d'intérêt variable et remboursé par paliers à échéance constante sur une première période de remboursement des seuls intérêts, suivie d'une période d'amortissement ? Cet arrêt précise - et c'est tout son intérêt bien qu'il ne soit pas soumis à publication - que l'octroi de ce prêt pouvant conduire à un risque d'amortissement négatif doit comporter, l'obligation de mise en garde élargie à ce risque, outre une obligation complémentaire d'information. (Cass.Civ. - 28/11/18 - 17-24481 : Revue de droit immobilier 2019, n°2, p.88 - note de HEUGAS-DARRASPEN Henri)

- **(063793) Financement du photovoltaïque**

Obligation pour les établissements de crédit de vérifier que la prestation financée fonctionne. (Cass.Com - 06/06/18 - 17-10399 : R.T.D. COM. 2018, n°4, p.1001 - note de LEGAIS Dominique)

- **(063761) Prêts toxiques et imprescriptibilité de la clause abusive**

Sous prétexte de l'absence d'un texte prévoyant l'imprescriptibilité de l'action tendant à voir réputée non écrite une clause abusive, celle-ci est déclarée prescrite par la cour d'appel de Paris. En agissant de la sorte, les juges parisiens semblent heurter une jurisprudence constante et bien établie de la Cour de cassation, sur l'imprescriptibilité de la sanction du non-écrit, en plus de remettre en cause leur propre jurisprudence sur la question. (Cass.Civ. - 29/03/17 - 15-27231 ; Cass.Civ. - 29/03/17 - 16-13050 : Banque et droit 2019, n°183, p.11 - note de ACHOUR TAIBI)

- **(063748) Compétence exclusive du juge des référés pour ordonner la mainlevée d'une opposition au paiement d'un chèque**

Le juge des référés est seul compétent pour ordonner, en application de l'article L. 131-35, alinéa 4, du Code monétaire et financier, la mainlevée d'une opposition au paiement d'un chèque. (Cass.Com - 05/12/18 - 17-22658 : J.C.P. G. 2019, n°6, p.262 - note de LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme)

Bourse et marchés financiers

- **(063769) Chronique : droit financier et boursier**

Précisions sur l'intermédiation en biens divers ; Annulation sans renvoi d'une sanction AMF : clap de fin ; Abus de marché : le maintien du dispositif national de sanction des dirigeants en matière de diffusion d'informations privilégiées ; Coopération internationale et droits de la défense ; Swap de taux, opération spéculative ou de couverture ? ; Droit de communication des autorités administratives et des administrations : nouveau round devant le Conseil constitutionnel. (Commission des sanctions de l'AMF - 13/11/18 ; Cass.Com - 24/10/18 - 16-15008 ; Cass.Com - 14/11/18 - 16-22845 ; Cass.Com - 14/11/18 - 17-12980 ; Cass.Com - 05/09/18 - 17-11264 ;

Cass.Crim - 05/12/18 - 18-90028 : Banque et droit 2019, n°183, p.30-41 - note de DAIGRE Jean-Jacques , ROUAUD Anne-Claire , MEKOUI Frida , JOUFFIN Emmanuel , BARBAN Patrick)

Civil

- **(063764) Le créancier de l'indivision est un créancier "hors procédure"**

Pour le créancier de l'indivision comme pour le créancier auquel l'insaisissabilité n'est pas opposable, il s'agit de faire valoir des droits sur un bien qui échappe à la procédure et que le mandataire ne peut pas réaliser; le bien est dès lors hors procédure et il n'y a pas lieu de lui appliquer les règles des procédures collectives. (Cass.Civ. - 24/05/18 - 16-26378 ; Cass.Civ. - 24/05/18 - 17-11424 : Répertoire du Notariat Defrénois 2019, n°5 - note de VAUVILLE Frédéric)

- **(063752) La clause d'attribution intégrale de la communauté au conjoint survivant à l'épreuve du gage des créanciers**

Par deux décisions rendues par la Cour de cassation le 3 octobre 2018, cette dernière estime que l'obligation, pour l'époux attributaire de la totalité de la communauté, d'en acquitter toutes les dettes, n'a pas pour effet de soustraire le patrimoine propre de l'époux prédécédé qui s'est personnellement engagé à l'égard du créancier. (Cass.Civ. - 03/10/18 - 17-21231 ; Cass.Civ. - 03/10/18 - 17-28351 : Petites Affiches 2019, n°28, p.11 - note de NIEL Paul-Ludovic , MORIN Marcie)

Commercial

- **(063790) Liberté de ne pas s'associer, les encombrants centres commerciaux**

Le propriétaire immobilier du centre commercial insère dans les contrats de bail commercial avec chacun des commerçants qui s'y installe une clause qui les contraint à adhérer à une association dont l'objet est de gérer le centre commercial, ce qui signifie selon les configurations des prestations variées, et au minimum les animations publicitaires autour du centre. D'un côté, il y a le soupçon que la clause d'adhésion obligatoire soit invalide ; d'un autre côté, chaque commerçant bénéficie par sa situation géographique dans le centre commercial des retombées des actions de l'association sans participer financièrement au coût dans la mesure où, s'il refuse d'adhérer, il n'est pas tenu des cotisations. Après avoir stabilisé sa position quant à la nullité des clauses, la Cour de cassation semble de plus en plus fermée à trouver une solution pour rétablir l'équilibre économique rompu. (Cass.Civ. - 11/10/18 - 17-23211 : R.T.D. COM. 2018, n°4, p.968 - note de HIEZ David)

Garantie

- **(063782) Quatre moyens et une cassation partielle : le créancier cautionné ne perd plus toujours à la fin !**
« Quatre moyens et une cassation partielle », c'est le scénario qu'écrivent souvent les cautions en quête de libération. L'arrêt commenté s'écarte opportunément du rigorisme des mentions manuscrites, mais en jugeant que la disproportion d'un cautionnement ne saurait prendre en compte un cautionnement antérieur annulé à l'occasion du même litige, il ouvre la porte à des stratégies contentieuses qui risquent de dissiper le sentiment de sûreté que recherchent les créanciers cautionnés. (Cass.Com - 21/11/18 - 16-25128 : Bulletin Joly Sociétés 2019, n°2, p.45 - note de SEJEAN Michel)

Procédure

- **(063728) Arbitrage international. – Principe de l'estoppel. – Interdiction de se contredire au détriment d'autrui. – Renonciation à la compétence du tribunal. – Principe de compétence-compétence.**
L'arrêt rendu par la 1^{re} chambre civile le 28 février 2018 censure un arrêt d'appel au visa du principe de l'estoppel. Il est reproché à la cour d'appel de ne pas avoir retenu la contradiction dans le comportement d'une partie, qui a successivement délivré une assignation en vue d'une action en justice devant les juridictions étatiques, saisi un tribunal arbitral puis contesté la compétence des juridictions étatiques. (Cass.Civ. - 28/02/18 - 16-27823 : Journal du droit international 2018, n°4 - note de JOURDAN-MARQUES Jérémy)

Procédures collectives

- **(063784) Indivision successorale et procédure collective : les droits de l'héritier débiteur dans une action successorale en rapport**
L'articulation entre le droit des successions et le droit des procédures collectives reste une source importante de difficultés pratiques comme l'atteste le contentieux régulier qu'elle suscite. Les problématiques sont susceptibles de différer selon que l'indivision successorale est antérieure ou, au contraire, postérieure au jugement d'ouverture d'une procédure collective. (Cass.Com - 21/11/18 - 17-12761 ; Cass.Com - 21/11/18 - 17-17559 : Revue Lamy Droit civil 2019, n°167 - note de JULIENNE Frédérique)

Textes

Législation Communautaire

Banque

- (063819) Décision d'exécution (PESC) 2019/285 du Conseil du 18 février 2019 mettant en œuvre la décision 2011/486/PESC concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre de certaines personnes, et de certains groupes, entreprises et entités au regard de la situation en Afghanistan (J.O.U.E. série L n°47 du 19/02/19, p.42)

- (063818) Décision (PESC) 2019/284 du Conseil du 18 février 2019 modifiant la décision 2011/101/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe (J.O.U.E. série L n°47 du 19/02/19, p.38)
- (063817) Règlement d'exécution (UE) 2019/283 de la Commission du 18 février 2019 modifiant le règlement (CE) n° 314/2004 du Conseil concernant certaines mesures restrictives à l'égard du Zimbabwe (J.O.U.E. série L n°47 du 19/02/19, p.36)
- (063816) Règlement d'exécution (UE) 2019/279 du Conseil du 18 février 2019 mettant en œuvre l'article 11, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 753/2011 concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre de certains groupes et de certaines personnes, entreprises ou entités au regard de la situation en Afghanistan (J.O.U.E. série L n°47 du 19/02/19, p.4)
- (063815) Règlement (UE) 2019/278 du Conseil du 18 février 2019 modifiant le règlement (CE) n° 314/2004 du Conseil concernant certaines mesures restrictives à l'égard du Zimbabwe (J.O.U.E. série L n°47 du 19/02/19, p.1)
- (063814) Décision (PESC) 2019/271 du Conseil du 18 février 2019 modifiant la décision (PESC) 2016/1693 concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'EIL (Daech) et d'Al-Qaida et de personnes, groupes, entreprises et entités associés (J.O.U.E. série L n°46 I du 18/02/19, p.3)
- (063813) Règlement d'exécution (UE) 2019/270 du Conseil du 18 février 2019 mettant en œuvre le règlement (UE) 2016/1686 instituant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de l'EIL (Daech) et d'Al-Qaida ainsi que des personnes physiques et morales, des entités ou des organismes qui leur sont liés (J.O.U.E. série L n°46 I du 18/02/19, p.1)
- (063811) Rectificatif à la communication de la Commission aux États membres concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme (J.O.U.E. série C n°63 du 18/02/19. p.24)

Législation Nationale

Banque

- (063883) Arrêté du 20 février 2019 portant application des articles L. 562-3, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier (J.O. n°44 du 21/02/19)
- (063881) Arrêté du 18 février 2019 portant application des articles L. 562-3, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier (J.O. n°44 du 21/02/19)
- (063812) Arrêté du 14 février 2019 portant application des articles L. 562-3, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier (J.O. n°42 du 19/02/19)
- (063805) Arrêté du 11 février 2019 portant application des articles L. 562-3, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier (J.O. n°39 du 15/02/19)
- (063804) Arrêté du 11 février 2019 portant application des articles L. 562-3, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier (J.O. n°39 du 15/02/19)

Bourse et marchés financiers

- (063882) Arrêté du 19 février 2019 relatif à la création d'obligations assimilables du Trésor 1,50 % 25 mai 2050 en euros (J.O. n°44 du 21/02/19)
- (063880) Arrêté du 12 février 2019 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°44 du 21/02/19)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (063809) Délibération n° 2018-324 du 11 octobre 2018 portant avis sur un projet d'arrêté modifiant l'arrêté autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DOCVERIF » (demande d'avis n° 18013763) (J.O. n°38 du 14/02/19)
- (063808) Arrêté du 5 février 2019 modifiant l'arrêté du 10 août 2016 autorisant la création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DOCVERIF » (J.O. n°38 du 14/02/19)